

## Newsletter n° 2 • février 2017



### Résultats de l'enquête de lectorat de la RFAS

Soucieuse d'améliorer la qualité de sa publication, la *Revue française des affaires sociales* a proposé du 1<sup>er</sup> novembre au 15 décembre 2016, une enquête de lectorat en ligne pour mieux connaître les habitudes et les attentes de ses lecteurs. Voici en avant-première, quelques résultats à la suite du dépouillement des questionnaires :

- La RFAS a reçu 171 réponses dont 105 complètes
- Parmi les 105 questionnaires collectés complets, 97 des répondants connaissaient déjà la RFAS et 30 sont abonnés
- Les répondants jugent globalement la RFAS comme étant une source d'information utile à leur activité professionnelle
- 70% des personnes se déclarent satisfaits des thèmes abordés par la RFAS
- La RFAS obtient une note globale de satisfaction de 3.71/5

#### Une enquête... et après ?

La RFAS remercie chaleureusement les lectrices et les lecteurs qui ont pris le temps de répondre à l'enquête. Malgré un taux significatif de non-réponses, une telle remontée d'information est très précieuse pour nous. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés des évolutions que nous mettrons en place à l'aide des conclusions de l'enquête après approbation du comité de lecture.

Le 20 mars, la RFAS va publier son premier numéro pour 2017 sur «Le patient et le système de santé».

### Et si l'on n'avait pas tout essayé contre le chômage de longue durée ?

La lutte contre le chômage est au cœur des préoccupations de la société française et des politiques sociales ainsi que de la RFAS qui ouvre sa réflexion sur l'accompagnement social et le retour à l'emploi. Le 1<sup>er</sup> juillet 2016, la loi d'expérimentation « Territoires zéro chômage de longue durée » initiée par ATD Quart Monde est entrée en vigueur. L'expérimentation consiste à proposer à des personnes inscrites à Pôle emploi et privées d'emploi, ou en activité réduite, depuis plus d'un an, des emplois identifiés sur les micros-territoires retenus. Les personnes sont embauchées en contrat à durée indéterminée.

Les premiers contrats en CDI, sur les 10 territoires retenus pour l'expérimentation « zéro chômage de longue durée »

durant 5 ans, ont été signés en janvier 2017. Ces chômeurs de longue durée, payés au Smic, seront employés par des entreprises qui travaillent dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. L'argent jusqu'alors alloué par l'État, les régions et les départements pour accompagner ces demandeurs d'emploi au travers du RSA, de contrats aidés ou de formations, servira à financer les salaires de ces personnes. Le fonds d'expérimentation est doté de 14 M€.



EN SAVOIR PLUS

### Appels à contribution de la RFAS

Big data et protection sociale

Date limite de soumission au : **31 mars 2017**

EN SAVOIR PLUS

Mise en place et développement des systèmes de protection sociale en Afrique : un état des lieux

Date limite de soumission au : **30 juin 2017**

EN SAVOIR PLUS

## Brèves

**Le système national des données de santé (SNDS)** géré par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) permettra à partir d'avril prochain de chaîner les données de l'assurance maladie et celles des hôpitaux.

[EN SAVOIR PLUS](#)

**À l'occasion des 60 ans de la Fédération des acteurs de la solidarité** (nouveau nom de la Fnars) un congrès intitulé « Investir dans la solidarité » s'est tenu le 12 et 13 janvier 2017 à Dijon avec la participation d'Emmanuelle Cosse, Ministre du logement et de l'Habitat durable et de Myriam El Khomri, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

[EN SAVOIR PLUS](#)

## Actualités des membres du comité de la RFAS

**L'allocation universelle est-elle juste ?**

La *Revue Projet* a publié un article de Florent Augagneur qui analyse l'allocation universelle (ou revenu de base) à travers les critères de la philosophie morale.

[EN SAVOIR PLUS](#)

Le colloque « Réduire les inégalités : une exigence écologique et sociale ? » organisé par la *Revue Projet* s'est tenu au Conseil économique social et environnemental du 16 au 18 février 2017.

## 3.960.000 personnes mal logées en 2016

selon la fondation Abbé Pierre qui vient de publier son 22<sup>ème</sup> rapport annuel sur le mal-logement en France.

[EN SAVOIR PLUS](#)

## Zoom sur le non-recours aux droits sociaux

**Qui sont les non-recourants ?**

Il s'agit de toute personne qui ne bénéficie pas des prestations ou des services auquel elle pourrait prétendre. Le non recours est dû à une non connaissance, non réception, non demande ou non proposition aux destinataires des politiques publiques. Il interroge l'efficacité des politiques publiques et pose la question des inégalités. Les phénomènes de non-recours, qui ont des impacts négatifs sur le pacte social, sont étudiés par l'observatoire des non-recours aux droits et services.

[EN SAVOIR PLUS](#)

Cette lettre vous est proposée par les ministères sociaux.



## Relais

**Repenser les minima sociaux**

Le débat sur le thème du revenu universel et de la fusion des minima sociaux occupe une place importante dans la campagne électorale. La France compte actuellement dix minima sociaux. Le gouvernement souhaite engager un chantier de simplification de l'ensemble de ces minima sociaux. Le Premier ministre avait confié le 30 octobre 2016 à Christophe Sirugue, Secrétaire d'État chargé de l'Industrie auprès du ministre de l'Économie et des Finances, la mission d'identifier des scénarios de réforme. Conformément aux objectifs du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, il s'agit d'améliorer l'équité de ces prestations, de les simplifier pour favoriser l'accès aux droits et de renforcer leur efficacité, notamment celle des politiques d'insertion qui leurs sont associées.

Synthèse du rapport Sirugue dont les conclusions n'engagent pas le Gouvernement mais alimentent sa réflexion.

[EN SAVOIR PLUS](#)

La Finlande est déjà allée plus loin dans la mise en place d'un système plus simple. Elle évalue actuellement l'impact du revenu universel sur l'emploi auprès de 2000 chômeurs. Les participants reçoivent une allocation unique de 560€ en remplacement de l'ensemble des allocations perçues jusqu'alors, à l'exclusion des aides au logement et de la couverture maladie. Allocation, qu'ils pourront continuer à percevoir après avoir retrouvé un emploi. L'évaluation prendra fin le 31 décembre 2018.

## Disparition d'Anthony B. Atkinson

Anthony B. Atkinson économiste anglais, dont Thomas Piketty fut l'élève, nous a quittés le 1er janvier 2017. Ses recherches portaient sur la mesure et l'analyse historique et empirique des inégalités, la répartition des richesses et la question de la pauvreté dans les sociétés contemporaines. Il a publié entre 1969 et 2016, une cinquantaine d'ouvrages dont *The Distribution of Personal Wealth in Britain* co-écrit avec Alan Harrison. Son dernier livre *Inequality. What Can Be Done ?* est paru aux éditions du Seuil en 2016 sous le titre *Inégalités*.

La RFAS animée par une réflexion sur le champ social a fait référence au dernier ouvrage d'Anthony Atkinson dans le dossier « Économie, croissance et protection sociale : comment améliorer le bien-être ? » écrit par Franck Von Lenep paru dans le N°1 de 2016.

[EN SAVOIR PLUS](#)

La RFAS reprend les nouveaux signalements de colloques, séminaires, événements, avis de parution de revues, appels à projets dans le champ du social dans sa newsletter. N'hésitez pas à nous contacter à ce sujet par mail : [rfas-drees@sante.gouv.fr](mailto:rfas-drees@sante.gouv.fr).

**Pour en savoir plus sur le non-recours :**

- Le non-recours aux politiques sociales  
Warin, Philippe. PUG, 2016.  
Ouvrage pré-sélectionné pour l'attribution du prix 2017 de l'EN3S Avec en postface la reprise de l'article d'Antoinette Catrice-Leroy intitulé « Inégalités d'accès aux systèmes de protection sociale et pauvreté culturelle » paru dans le Vol.30, N°4 de 1976 de la *Revue française des affaires sociales*.

- Evaluation du non-recours aux minima sociaux et aux soins des personnes en situation de précarité sociale  
Blanchet N, Giffard B, L'héreder A, Meunier M, Olm C, Revil H, Rode A.  
Synthèse du rapport final pour le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée Nationale.

[EN SAVOIR PLUS](#)